

Un accord désastreux pour la Grèce et pour l'Europe¹

Thomas Coutrot, *Le Monde*, 15 juillet 2015

Peu d'économistes le contestent : réduire à nouveau les retraites et augmenter encore la TVA dans un pays exsangue ne pourra qu'aggraver la situation économique et la crise humanitaire.

Aucun économiste ne le nie : la Grèce ne pourra pas rembourser sa dette, insoutenable.

Pourquoi alors l'Eurogroupe, unanime, exige-t-il depuis 6 mois de la Grèce de nouvelles mesures d'austérité et un excédent budgétaire extravagant (3,5% du PIB en 2017) ? François Hollande l'a répété encore ce lundi matin : pour « respecter les règles » de la zone euro. Le remboursement des dettes insoutenables et la saignée du malade agonisant font partie des règles intangibles de nos docteurs Diafoirus, allemands ou non.

Depuis six mois le gouvernement Syriza lutte courageusement pour honorer son mandat d'interrompre l'austérité. Mais il est soumis au supplice de la baignoire (« fiscal waterboarding » selon l'expression de Yannis Varoufakis). Le nouveau « programme » décidé le 13 juillet va-t-il permettre à la Grèce de sortir la tête de l'eau ? Il est vrai qu'il porte sur 3 ans, ce qui pourrait donner un peu de visibilité. Mais « l'aide » accordée à la Grèce ne va pas financer les si nécessaires investissements dans la modernisation productive et écologique du tissu productif grec, ni permettre à la Grèce de recouvrer son autosuffisance alimentaire. Elle va encore moins payer les salaires des fonctionnaires ou les dépenses sociales. Ces 80 milliards ne profiteront pas aux grecs car ils visent exclusivement à faire face aux échéances de remboursement de la dette et à recapitaliser une nouvelle fois les banques saignées par la fuite des capitaux des riches Grecs.

Quant aux 35 milliards d'euros supplémentaires vantés par François Hollande pour financer des investissements, ils se situent « dans le cadre du plan Juncker » : or on sait que ce plan ne comporte quasiment pas d'argent public mais repose essentiellement sur d'hypothétiques projets portés par des multinationales privées, auxquels l'Union européenne apporterait des garanties. Comme le fameux « pacte de croissance » dont se vantait François Hollande en juin 2012 pour justifier la ratification du Traité budgétaire, il s'agit là de sommes purement virtuelles et qui le resteront.

Le référendum grec a été vécu comme une gifle par les dignitaires européens, une « rupture de confiance ». Demander au peuple son avis sur des sujets qui engagent aussi lourdement son avenir est une incongruité aux yeux de ceux pour qui les règles européennes, elles-mêmes garantes du respect des lois du marché et de l'intérêt des créanciers, doivent toujours prévaloir sur la volonté populaire. Les dignitaires européens ont fait lourdement payer à Tsipras le prix de cette incongruité : l'accord du 13 juillet prévoit la création d'un fonds de garantie de 50 milliards d'euros, gagé sur de futures privatisations qui profiteront aux multinationales européennes, allemandes en particulier. Il organise le retour de la Troïka – FMI compris - à Athènes, ainsi que la soumission des projets de loi à la Troïka avant leur examen par le Parlement grec. L'allègement de la dette est refusé au profit d'une vague promesse de reprofilage. Ajoutées au plan d'austérité draconien qu'avait déjà accepté la Grèce avant le 13 juillet, ces dispositions marquent l'effondrement de la souveraineté démocratique du peuple grec et ouvrent une grave crise politique en Grèce.

¹ sans les coupes et avec le titre original, *Le Monde* ayant étrangement remplacé « accord » par « compromis » alors que le papier explique qu'il ne s'agit précisément pas d'un compromis (T.C.)

L'euro est-il sauvé ? Évidemment non. Comme les huit plans précédents, le nouveau plan d'austérité va aggraver la récession et le déficit public et alourdir *in fine* le poids de la dette grecque. L'espoir d'une vague d'investissements financés par le rapatriement des capitaux grecs exilés risque d'être rapidement déçu. Certes, à court terme, le maintien de la Grèce dans l'euro supprime l'un des facteurs d'instabilité des marchés financiers internationaux. Mais l'éclatement de l'actuelle bulle financière et immobilière mondiale, qui a probablement commencé par la Chine, n'en est pas moins inéluctable dans les mois qui viennent. Il va poser à nouveau la question de la crédibilité de l'euro, dont les maillons faibles seront sans doute soumis à de fortes pressions spéculatives.

Au plan politique l'impact de l'accord du 13 juillet risque d'être pire encore. Le coup d'État financier organisé par la BCE et l'Eurogroupe contre la Grèce – assèchement des liquidités, fermeture des banques, chantage à l'expulsion – va laisser de profondes traces dans les opinions publiques européennes. Ce traitement de choc visait en particulier l'électorat espagnol, soupçonné de préparer une nouvelle rébellion contre l'oligarchie européenne. Impossible de prédire ce qu'il en sera en Espagne. Mais en Grèce, en France et dans bien d'autres pays, l'extrême-droite risque de sortir très renforcée de toute cette affaire.

La Grèce pouvait-elle faire autrement que de capituler ? Par le courageux référendum du 5 juillet, le peuple grec donnait à Alexis Tsipras toute la légitimité à exiger un compromis : des mesures d'austérité, oui puisque telle est le dogme qui fonde encore la zone euro, mais modérées, socialement justes et en échange d'un horizon financier dégagé pour trois ans et d'un engagement à restructurer la dette. On pouvait croire ou non à la viabilité de ce pari. Mais l'accord du 13 juillet n'est pas un compromis mais une mise sous tutelle de la Grèce et de son gouvernement.

Ce dernier aurait-il pu obtenir mieux ? Les mouvements sociaux européens doivent faire leur autocritique, car la mobilisation en solidarité et contre l'austérité n'a pas été suffisante pour peser sur nos gouvernements. On peut aussi penser que le gouvernement grec s'est privé d'un argument de poids en ne préparant pas de plan B. Moratoire sur le remboursement de la dette, émission d'une monnaie fiscale à usage interne, réforme fiscale anti-oligarques, programme de relance de l'investissement productif : un tel projet alternatif aurait renforcé sa position de négociation, voire ouvert une porte de sortie en cas d'intransigeance absolue des créanciers. Ce plan B, même assorti d'une expulsion de la zone euro, aurait mieux valu pour la Grèce et pour l'Europe que l'accord du 13 juillet. Mais le peuple grec n'a pas dit son dernier mot : s'il entre dans le jeu maintenant et refuse ce diktat des créanciers, il appartiendra aux citoyens européens d'être à ses côtés.